MONSIEUR RICHARD J. CHARTIER JUGE EN CHEF DU MANITOBA

Monsieur le juge en chef Richard J. Chartier est né à Saint-Boniface (Manitoba). Il a obtenu un baccalauréat de l'Université de Saint-Boniface en 1979 et un baccalauréat en droit (LL.B.) de l'Université de Moncton en 1982. Il a été admis au Barreau du Manitoba en 1983. Il a été nommé à la Cour provinciale du Manitoba en 1993 et à la Cour d'appel du Manitoba en 2006. En mars 2013, il a été nommé juge en chef du Manitoba. Auparavant, il avait été associé du cabinet d'avocats de Winnipeg Aikins, MacAulay & Thorvaldson. Il a présidé de nombreuses commissions. En 1998, il a mené la révision des services en français au sein du gouvernement du Manitoba. Les recommandations de son rapport *Avant toute chose, le bon sens*, déposé à l'Assemblée législative, ont toutes été suivies. En 2005, il a fait partie d'une équipe qui a reçu la médaille d'or du Prix pour gestion innovatrice de l'Institut d'administration publique du Canada pour le Domestic Violence Front-End Project (projet de prétraitement des cas de violence familiale). En 2006 à New York, le projet a obtenu le Prix du service public des Nations Unies. En 2012, M. Chartier a été nommé président de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales du Manitoba. En 2014 et 2016, il a présidé des comités d'enquête publique sur la conduite de juges au Québec et en Ontario. En 2018, il a présidé la Commission de la division électorale du Manitoba. De 2018 à 2020, il a été président national du Comité sur la formation des juges du Conseil canadien de la magistrature (CCM), membre du Conseil des gouverneurs de l'Institut national de la magistrature et membre du Comité exécutif du CCM. Il est actuellement membre du comité du CCM chargé de l'examen des *Principes de déontologie judiciaire* et membre du Comité des candidatures du CCM pour le Comité consultatif sur la déontologie judiciaire. Il préside aussi le Conseil consultatif du Manitoba sur la nomination des conseillers de la Reine ainsi que le Conseil consultatif de l'Ordre du Manitoba. Fervent défenseur du service à la communauté, il a été, avant sa nomination à la Cour d'appel, président des conseils d'administration du Centre d'accès communautaire du Centre de santé Saint-Boniface, du Centre Taché et du Foyer Valade et vice-président de celui de l'Hôpital général de Saint-Boniface.